

1,50 € - Mensuel

N° 1386 - 13 juillet 2023

DANS DEUX MOIS,

 **La Fête de l'Humanité**
Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge
La Base 217 (91)

15
16
17
Sept
2023

**ACHETEZ VITE VOTRE BON DE SOUTIEN DONNANT DROIT À L'ENTRÉE !
INVITEZ VOS PROCHES, VOS AMI·E·S, VOS COLLÈGUES À VENIR !**



AGENDA POLITIQUE

**ASSEMBLÉE D'ÉTÉ
DES COMMUNISTES
DE L'OISE**

VENDREDI 11 AOÛT à 18H00

**Siège du PCF Oise
CREIL**

AGENDA POLITIQUE



**ASSEMBLÉE
DÉPARTEMENTALE
DE RENTRÉE
DES COMMUNISTES
DE L'OISE**

**Avec Barbara GOMES,
porte-parole du PCF**

**VENDREDI 8 SEPTEMBRE
à 18H30**

**Centre des Cadres sportifs
1 rue du Général LECLERC
CREIL**

AGENDA POLITIQUE

**Avez-vous
votre**

**BON DE
SOUTIEN**

**ENTRÉE
SUR LA
FÊTE**



SOMMAIRE du n° 1386

- P. 2 - Édito de Thierry AURY « 100 jours d'apaisement... »
- P. 3 - Violences : besoin de réponses publiques urgentes et fortes !
- P. 4 - Aéroport de Beauvais-Tillé ; Péniches à hydrogène décarboné pour le futur canal Seine-Nord Europe
- P. 5 - Fête de l'Humanité
- P. 6 - Liste rassemblant la gauche aux sénatoriales 2023 dans l'Oise ; Feuille de route pour la nouvelle direction départementale du PCF Oise
- P. 7 - Hommage à Jean PITKEVICHT
- P. 8 - Agenda ; Initiatives des sections ; Conférence-débat d'Espace Marx60 ; Révolution française ; Décès

ENCARTS

- Lettre aux Français-es de Fabien ROUSSEL
- 15 mesures prioritaires issues du « Plan de réconciliation nationale par l'égalité républicaine »
- Texte d'orientation sur l'Europe adopté par le Conseil national du PCF des 1^{er} et 2 juillet 2023
- Flyer « 29^e Journée à la mer du PCF Oise pour le droit aux vacances »
- Souscription « 29^e Journée à la mer du PCF Oise pour le droit aux vacances »

Oise Avenir

Magazine de la Fédération de l'Oise du PCF

8 rue de Beauvoisis - 60100 Creil

Courriel : pcf.oise@orange.fr

Tél : 03 44 55 27 96

<http://oise.pcf.fr>

Directeur de la publication : Thierry AURY

Rédacteur : Thierry AURY

Conception graphique et maquette : PCF Oise

Photographies : Thierry AURY, Chantal BOYENVAL et al.

Presse et communication : Thierry AURY - thierry.aury@wanadoo.fr

Impression PCF Oise - Tirage : 1 140 ex.

N° CPPAP : 0428 P 11491

**N'oubliez pas !
Nous avons besoin de votre...**

ABONNEMENT Oise Avenir

J'indique mes coordonnées :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Je choisis ma formule d'abonnement 1 an :

- RÉDUIT (étudiant, sans emploi) : 5 €

- NORMAL : 15 €

- SOUTIEN : 25 €

Je renvoie le chèque à l'ordre de « PCF Oise »

à l'adresse postale :

Oise Avenir - 8 rue de Beauvoisis - 60100 Creil

ÉDITO

LE 17 AVRIL, espérant tourner la page de la contestation de sa loi des 64 ans, E. MACRON s'était donné l'objectif de « 100 jours d'apaisement et d'unité », avec « trois chantiers prioritaires, travail, justice, progrès pour vivre mieux ». Une fois encore, la réalité est aux antipodes du discours. Jamais, depuis longtemps, la France n'est apparue aussi abîmée, par des décennies de politiques libérales, de remodelage au service du capital. Après six mois de violences antidémocratiques pour imposer les 64 ans, sans vote de l'Assemblée et contre 90 % du monde du travail, ce début d'été est marqué par des émeutes dans les quartiers populaires faisant suite à une nouvelle mort d'un jeune tué par un policier. Rien ne peut justifier de dégrader des bâtiments et services utiles à la population. Mais il est



« 100 jours d'apaisement... »

indispensable de s'attaquer aux causes de cette explosion de violences et tous les discours martiaux des dirigeants des droites, leur surenchère sécuritaire désormais mélangée à une mise en cause des étranger·ère·s, ne feront qu'attiser une escalade dans les violences. Que n'a-t-on écouté les maires qui tiraient la sonnette d'alarme et avaient protesté contre la mise à la poubelle du « plan BORLOO » qui sans être un remède miracle, se donnait l'objectif de faire reculer les injustices frappant les quartiers populaires ? Et puis quand va-t-on remettre à plat la question du rôle et de la doctrine de la police, s'attaquer sérieusement à sa gangrène par le racisme et l'extrême droite ? C'est le Défenseur des droits, TOUBON, ancien ministre de CHIRAC, qui dénonçait en 2017, le fait que « les jeunes hommes "perçus comme noirs ou arabes" ont une probabilité 20 fois plus élevée que les autres d'être contrôlés » : n'est-ce pas l'aliment d'un formidable ressentiment de centaines de milliers de jeunes, encore aggravé par des morts ou des violences provoquées par des policiers ? La France est désormais mise en accusation par la Cour européenne des droits de l'homme et les instances de l'ONU. Comme l'a dit MBAPPÉ « j'ai mal à ma France ! » Il est temps que la police ne soit plus une « garde prétorienne » pour protéger des intérêts de classe ou « une armée coloniale » en territoire ennemi dans les quartiers populaires, mais soit une police républicaine et de proximité, « gardienne de la paix ». Ce pouvoir alimente par ailleurs les fractures sociales, les divisions : comme sa mise en accusation des bénéficiaires du RSA alors qu'on laisse filer l'énorme fraude fiscale des riches. Ce climat mauvais est pain bénit pour l'extrême droite dont désormais une partie de la droite reprend les mots, et qui se présente comme l'alternative « pas encore essayée ». Dans ce contexte de « montée des périls », avec l'essor des forces nationalistes et néo-fascistes partout, mais aussi les risques d'extension de la guerre, et alors que la priorité devrait être la réponse aux vifs enjeux écologiques, il est indispensable de travailler, dans l'action, aux rassemblements les plus larges de celles et ceux qui ne se résignent pas à cet état de fait. L'intersyndicale a montré la voie d'une union autour d'objectifs concrets par-delà les différences. Les forces de gauche et écologistes ont mené de nombreux combats communs depuis un an, dans la rue comme au Parlement malgré des divergences réelles sur d'autres questions. Donnons rendez-vous à celles et ceux avec qui nous avons manifesté, agi, tous ces derniers mois, à la Fête de l'Humanité dont nous devons faire un immense moment de « respiration démocratique » ! ■

Thierry AURY

VIOLENCES : BESOIN DE RÉPONSES PUBLIQUES URGENTES ET FORTES !

APRÈS LA MORT DE NAHEL, tué par un policier, plusieurs villes de l'Oise comme du pays, ont connu des dégradations et incendies de mairies, de postes de police, d'équipements publics, de commerces, d'abri-bus, de voitures, de poubelles... Le PCF Oise, en lien avec les élu-e-s des communes concernées, a réagi dans une déclaration. Extraits.

« Comme beaucoup (...), nous sommes choqué-e-s par les dégâts commis qui vont surtout frapper des services et des équipements utiles à la population, et aggraver la situation de familles modestes et de quartiers populaires (...). Rien ne peut justifier de provoquer des incendies volontaires mettant en danger les personnes et les biens, de dégrader des bâtiments et services utiles à toute la population.

Pour autant, il est absolument nécessaire de comprendre les raisons de cette explosion de colère consécutive à la mort du jeune Nahel, tué par un tir d'un policier dans des conditions inacceptables : cela a suscité une émotion forte et légitime et une partie de la jeunesse s'est identifiée à Nahel.

Nous partageons la douleur de sa maman et sa demande de justice portée par une énorme marche blanche car aucun parent ne peut accepter de voir tuer son enfant : même un refus d'obtempérer ou une conduite sans permis ne peuvent être sanctionné-e-s par une peine de mort.

D'autant que cette mort vient après d'autres morts ou violences commises par des policiers, avec une aggravation de la situation depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 2017-258 du 28 février 2017 relative à la sécurité publique : depuis janvier 2022, il est la 13^e personne tuée par la police dans son véhicule à l'occasion d'un "refus d'obtempérer" et cinq policiers ont été mis en examen.

Depuis cette date, les policiers nationaux et municipaux sont autorisés, à ouvrir le feu sans s'en tenir aux principes "d'absolue nécessité" et de "stricte proportionnalité" en cas de légitime défense.

En 2017, les député-e-s communistes avaient été le seul groupe à voter contre ce texte (...).

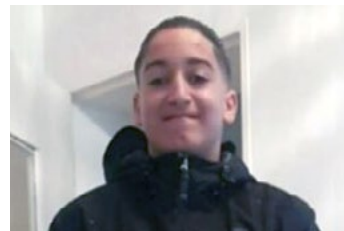
Il est urgent de revenir sur cette loi et d'abroger ces dispositions dérogatoires qui ont entraîné de véritables drames et endeuillé trop de familles. Il est nécessaire

de dire qu'il existe dans notre pays un problème de rapport police-population, avec une dégradation continue depuis le tournant répressif et sécuritaire de SARKOZY en 2007, supprimant la police nationale de proximité. Trop de faits graves se répètent. Les nier c'est accepter que continuent de se creuser les fractures dans les rapports avec la police de la République.

La base d'une solution passe par reconnaître qu'une partie de la police est, de manière régulière et inacceptable, associée à (...) des comportements racistes, xénophobes, discriminatoires qui brisent la confiance avec une partie de la population et de la jeunesse. Cela ne nous conduit pas à "mettre dans le même sac" de nombreux fonctionnaires de police qui remplissent leur rôle de manière professionnelle et républicaine. Mais il y a besoin d'un renouvellement profond de la formation et de la doctrine de la police (...). Il faut bannir les comportements de cow-boys voire d'armée coloniale, et revenir à une police nationale de proximité qui tisse des liens de confiance avec la population fondés sur le respect, l'égalité des droits et la justice, avec un contrôle de la Police par une autorité indépendante et le renforcement d'une Justice elle aussi indépendante, accessible à tous et disposant des moyens nécessaires à son action.

Enfin, il y a évidemment aussi besoin que d'autres choix politiques soient mis en œuvre pour s'attaquer enfin aux fractures sociales énormes qui traversent notre société (...). » ■

Déclaration intégrale :
<http://oise.pcf.fr/125486>



Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, a présenté le 4 juillet un « plan de réconciliation nationale par l'égalité républicaine », avec 15 mesures prioritaires (voir l'encart joint à ce numéro de *Oise Avenir*).

Document :
<http://oise.pcf.fr/125581>



À Creil, le centre social BRASSENS a été dévasté. Une Marche blanche des habitant-e-s du quartier a été organisée pour dire non à toutes les violences.

LE PROJET DE DOUBLER LE TRAFIC DE L'AÉROPORT DE BEAUVAIS-TILLÉ EST CONTESTÉ !

Le projet du Syndicat mixte de l'aéroport de Beauvais-Tillé (SMABT qui regroupe la région Hauts-de-France, le département de l'Oise et l'agglomération du Beauvaisis) de déléguer pour 30 ans la gestion de l'aéroport à un consortium privé et de doubler le trafic aérien suscite de plus en plus d'inquiétudes et de contestations.

Ce projet mené dans une forte opacité, sans débats des assemblées des collectivités concernées ni concertation citoyenne publique, alors qu'est envisagé un doublement de la durée de concession et un doublement du trafic (C. CAYEUX, la présidente du SMABT évoque 8 millions de passager·ère·s dans une interview à TF1 le 13 mars 2023), suscite de plus en plus d'inquiétudes parmi les habitant·e·s du Beauvaisis, avec réunions publiques, marche de 400 personnes dans Beauvais le 24 juin, motions de plusieurs conseils municipaux et pétition en ligne avec plus de 5 000 signatures.



Par ailleurs, la Chambre régionale des comptes vient de publier un rapport très critique sur la gestion actuelle pointant notamment « des manquements dans le contrôle de la société exploitant l'aéroport, et l'insuffisante maîtrise des risques ».

Lors de la session du conseil départemental de l'Oise du 29 juin, Catherine DAILLY, au nom du groupe de Gauche unie, a défendu une motion demandant que « les garanties suivantes soient inscrites dans la future délégation de service public (DSP) » :

- plafonnement administratif de la capacité de l'aéroport au niveau actuel (32 000 mouvements d'avions maximum par an) ;
- allongement du couvre-feu de 23 h à 6h30 ;

- interdiction des vols cargo ;
- limitation des avions basés par Ryanair à trois par jour et par nuit ;
- évaluation environnementale de l'impact de l'activité et du trafic aérien de l'aéroport de Beauvais-Tillé, notamment sur la qualité de l'air ;
- clause de non-sous-traitance par le concessionnaire et engagements en matière de qualité de l'emploi et des conditions de travail des salarié·e·s afin d'agir contre le dumping social et la précarité.

Au Département comme à l'agglomération du Beauvais ou au conseil municipal de Beauvais, les élu·e·s de droite commencent à être contraint·e·s au débat par ces initiatives citoyennes et politiques et mis sur la défensive : la mobilisation ne fait que commencer.

Plus d'infos et pétition en ligne :

<http://oise.pcf.fr/125385>

<http://adara-association.com>

DES PÉNICHES À HYDROGÈNE VERT POUR LE FUTUR CANAL SEINE-NORD EUROPE ?

Le 9 mai dernier, Patrice CARVALHO, président de la communauté de communes des Deux-Vallées a adressé un courrier à la Première ministre BORNE pour la création d'une filière d'hydrogène décarboné pour les péniches. Extraits du courrier.

Madame la Première ministre,

La transition énergétique constitue un défi majeur dès maintenant et pour les années à venir. Dans ce cadre, l'hydrogène décarboné offre un formidable potentiel, en particulier dans sa capacité à réduire les émissions de gaz à effet de serre tout en étant compétitif.

Dès 2018, la France a fait le choix de soutenir la filière et d'y consacrer des moyens dans le cadre du Programme d'investissement d'avenir (PIA). Avec le plan France 2030, il est prévu de mobiliser 9 milliards d'euros pour la structuration de la filière en s'appuyant sur nos laboratoires de recherche et nos industriels à la pointe de l'innovation.

Je souhaite attirer votre attention sur ce qui pourrait être un vecteur très intéressant de déploiement de cette stratégie. La région des Hauts-de-France est appelée à être traversée sur 107 km par le canal à grand gabarit Seine-Nord Europe. Des embarcations jusqu'à 4 400 tonnes y circuleront.

Des chercheurs de l'Université de Technologie de Compiègne (UTC) ont travaillé sur la perspective

d'équiper les péniches d'un mode d'énergie à l'hydrogène décarboné par électrolyse. Cela implique de développer l'ensemble de la filière sur ce territoire. Or, celui-ci présente d'ores et déjà de nombreux atouts.

Toute l'Europe se structure afin que croisse une filière hydrogène. Les Hauts-de-France occupe une place privilégiée au cœur des grands projets européens. La région est, en outre, un point d'entrée pour le gaz importé et un point d'interconnexion pour les flux d'entrée et de sortie en Europe, en particulier avec le port de Dunkerque. Le canal Seine-Nord Europe renforcera ce positionnement.

Les Hauts-de-France disposent de partenaires déjà présents et actifs pour développer la filière de l'hydrogène vert, comme par exemple :

- l'Université de Technologie de Compiègne, déjà citée ;
- Plastic Omnium à Venette près de Compiègne, que vous avez récemment visitée et qui a décidé d'investir 100 millions d'euros afin de produire 80 000 réservoirs à hydrogène par an ;
- AGCO (Massey Ferguson) à Beauvais avec la production de tracteurs à hydrogène.

Il existe par ailleurs des expérimentations de projets pilotes dans le secteur de la mobilité hydrogène :

- à Houdain avec une première ligne de bus à hydrogène décarboné avec une station de production et de ravitaillement à hydrogène vert ;
- à Dunkerque, avec une usine de production d'hydrogène vert par électrolyseur sur le port (28 000 tonnes d'hydrogène par an) ;
- à Vendin-le-Vieil, avec une station de recharge en hydrogène pour chariots élévateurs.

À partir de ces atouts, il s'agit donc de développer sur ce territoire des unités de production d'hydrogène, des sites industriels d'équipement des péniches, des points de ravitaillement le long du canal Seine-Nord Europe.

Je vous propose donc d'inscrire ces projets dans la stratégie nationale de déploiement de la filière d'hydrogène décarboné.

LE STAND OISE-AISNE-PICARDIE SE PRÉPARE...

LE 24 JUIN, le collectif de préparation du stand Oise-Aisne-Picardie était réuni, animé par Greg et Max pour tous les aspects pratiques, techniques et d'animation en lien avec Yann RUDER et Thierry AURY, secrétaires des PCF Aisne et Oise pour l'orientation politique générale. Coup de projecteur sur ce qui est sorti de cette matinée de travail.

Les communistes de l'Aisne et de l'Oise ont décidé de passer un cap dans le travail mutuel qu'elles-ils ont depuis 20 ans sur la Fête de l'Humanité : avec les camarades de Tergnier qui avaient jusqu'ici un stand autonome, les deux fédérations ont convenu de préparer un stand totalement commun pour cette édition 2023.

Ce stand qui sera situé juste à gauche de l'entrée principale de la Fête, à deux pas du camping, ambitionne d'être un stand ouvert presque 24 h sur 24 (en dehors d'une petite coupure de 4 h à 7 h) et cible deux activités gastronomiques et conviviales principales : le développement de son célèbre petit déjeuner, avec un doublement de la capacité de la chaîne de service et un grand bar avec restauration rapide (tartes au maroilles, croque-monsieur, soupes...).

Tenant compte de la reprise de l'ancienne « P'tite scène » des Pays du Nord par la Direction de la Fête sous le nom de scène

Joséphine BAKER, plus éloignée du stand, une scène sera mise en place dans le stand, avec un beau programme musical et chanté tout au long des trois jours et deux nuits, avec notamment un bal antillais le samedi soir...

Un espace « Exposition » préparé avec l'ARAC et les Amis d'Henri BARBUSSE sera consacré à la vie et l'œuvre du grand écrivain « soldat de la Paix », avec le lancement en grand d'une campagne pour l'entrée au Panthéon de l'auteur du *Feu* (Prix Goncourt 1916) et pour une souscription et un soutien des pouvoirs publics en faveur de la réhabilitation de sa maison, la Villa Sylvie, située à Aumont-en-Halatte, à côté de Senlis afin qu'elle devienne un lieu d'initiatives et de rencontres intellectuelles, culturelles et politiques autour de la Paix.

Enfin, deux grands débats sont en préparation avec la rédaction du journal *l'Humanité*. ■

BESOIN DE VOUS !

A minima, 150 camarades et ami-e-s sont indispensables du vendredi 8 au lundi 18 septembre pour que chacun-e puisse profiter de la Fête. Aménagement du stand, activité politique, petit-déjeuner, bar, soupe, etc. : autant d'activités à assurer pour faire vivre le stand ouvert quasiment en continu ! Si vous êtes disponible et volontaire, **inscrivez-vous dès maintenant auprès du PCF Oise** au 03 44 55 27 96. Cette année encore, nous lançons un **appel aux confitures** – à déposer dès maintenant à la Fédération – **aux pâtisseries maison sucrées et salées**, à déposer au stand sur la Fête ou bien à la Fédération (contactez le PCF Oise pour les modalités) **ainsi qu'aux soupes** (pour ces dernières, plus d'infos auprès de Frédérique LANDAS : 06 31 21 65 77).

BON DE SOUTIEN : BESOIN D'AMPLIFIER NETTEMENT LA DIFFUSION !

État de la diffusion du bon de soutien (règlements reçus par la fédération)

| SECTION | Au 11/07/2023 | Au 19/07/2022 | Au 11/07/2019 |
|--------------------------|---------------|---------------|---------------|
| BEAUVAISIS | 8 | 0 | 19 |
| BRESLES | 0 | 0 | 5 |
| CHAUMONT | 0 | 0 | 0 |
| CLERMONTOIS-LIANCOURTOIS | 5 | 5 | 0 |
| COMPIÉGNOIS | 0 | 0 | 0 |
| CREIL | 12 | 10 | 22 |
| MONTATAIRE (canton) | 0 | 4 | 0 |
| MOUY | 0 | 0 | 0 |
| NANTEUIL | 0 | 0 | 12 |
| NOGENT-SUR-OISE | 0 | 0 | 10 |
| PONT-SAINT-MAXENCE | 4 | 4 | 0 |
| RIBÉCOURT-NOYON | 0 | 0 | 0 |
| SAINT-JUST-EN-CHAUSSÉE | 0 | 0 | 0 |
| SAINT-MAXIMIN | 0 | 1 | 0 |
| LE THELLE - BALAGNY | 0 | 7 | 0 |
| VALOIS | 9 | 0 | 4 |
| VILLERS-SAINT-PAUL | 6 | 28 | 0 |
| FÉDÉRATION | 2 | 12 | 7 |
| TOTAL | 46 | 71 | 79 |

Le bon de soutien donnant droit à l'entrée est en vente auprès des militant-e-s au tarif préférentiel de 40 euros (au lieu de 45 à 65 euros en vente commerciale).

De plus, ce bon de soutien est celui qui assure le meilleur soutien financier à la Fête. Après trois années marquées par la Covid puis le déplacement de la Fête, avec une baisse sensible de la diffusion militante, il y a besoin de faire de 2023 une année de relance de cette vente militante.

Nous lançons donc un appel aux lectrices et lecteurs de *Oise Avenir* :

1. Achetez vite votre bon de soutien même si vous ne pouvez participer à la Fête, en forme de soutien au journal de JAURÈS, au pluralisme et à l'organisation de la Fête de l'Humanité, formidable espace de respiration démocratique !
2. Proposez le bon de soutien autour de vous, en invitant tout particulièrement celles et ceux qui ont participé à l'immense mouvement contre les 64 ans et retrouveront à la Fête toutes les forces syndicales et politiques qui ont combattu cette régression sociale !

SÉNATORIALES : LA LISTE RASSEMBLANT LA GAUCHE SE PRÉSENTE

UNE LISTE RASSEMBLANT les forces de gauche et écologistes et conduite par Alexandre OUIZILLE, conseiller régional socialiste et premier adjoint au maire de Villers-Saint-Paul, se présentera aux suffrages des délégué-e-s élu-e-s par les conseils municipaux pour les élections sénatoriales du 24 septembre. Une union s'inscrivant dans le cadre d'un accord national, sur une partie des départements, entre PS, PCF et EELV, visant à renforcer les groupes parlementaires de gauche et leur poids politique au Sénat.



Dans une lettre qui va être envoyée à tou-te-s les délégué-e-s sénatoriaux-ales, la liste de rassemblement de gauche pointe cinq priorités :

1. mettre fin aux déserts médicaux en assumant la régulation des lieux d'installation des médecins comme condition de la restauration de notre système de soins ;
2. revenir aux tarifs régulés de l'énergie pour toutes les collectivités, les particuliers et les entreprises en instaurant un prix plafond de l'énergie calculé à partir des coûts réels de production ;
3. favoriser l'investissement local dans la petite enfance et les écoles en proposant un dispositif dédié pour co-financer davantage les projets locaux ;
4. assurer la pérennisation du fonds vert et en simplifier l'accès pour réussir la rénovation thermique des bâtiments publics de notre département ;
5. défendre les élu-e-s en renforçant leur protection administrative et pénale, en revalorisant leur engagement et en les associant davantage au travail législatif en portant chaque année une proposition de loi d'initiative communale issue d'un travail collectif avec le sénateur.

Aux côtés d'**Alexandre OUIZILLE**, les autres candidat-e-s sont :

- **Catherine DAILLY**, conseillère départementale communiste, adjointe au maire de Montataire et vice-présidente de l'agglomération Creil Sud Oise en charge de l'égalité femmes-hommes ;
- **Baptiste DE FRESSE DE MONVAL**, maire de Margny-sur-Matz ;
- **Danièle BLAS**, élue à Chambly ;
- **Jean-Paul DOUET**, maire de Montagny-Sainte-Félicité et secrétaire général de l'Union des maires de l'Oise ;
- **Roseline PINEL**, ancienne conseillère générale PRG de Songeons, présidente du centre social de Songeons.

Des rencontres publiques sont prévues, avec les candidat-e-s, tout le mois de septembre, dans tous les territoires de l'Oise. ■

UNE FEUILLE DE ROUTE POUR LA NOUVELLE DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU PCF OISE

Les 24 membres de la nouvelle direction départementale du PCF Oise, élue au 39^e congrès (voir *Oise Avenir* n° 1384 du 5 mai 2023), ont tenu une matinée de travail le 17 juin, pour discuter de leur feuille de route pour l'année à venir. Chacune des responsabilités et tâches attribuées à l'un-e des camarades (voir *Oise Avenir* n° 1384) a été l'objet d'une réflexion pour pointer des priorités.

Voici quelques-uns des objectifs retenus :

- reconquérir de l'influence dans le monde du travail : se fixer, dans chaque section locale, un lieu de travail (ou de passage de salarié-e-s) et y aller régulièrement avec un tract, avec l'objectif de nouer des liens durables avec des salarié-e-s ; former un collectif départemental d'animation de cette activité avec Loïc PEN, Pascal LAMBERT, Salah BOUCHEKHAL, Stéphanie POCHOLLE, Mirjana JAKOVljeVIC, Bruno PARVILLE, Christian LAHARGUE ;
- développer des relations et échanges réguliers avec les organisations syndicales et associatives à l'échelle départementale et ouvrir notre journal *Oise Avenir* à des interviews de leur responsable ;
- aider l'activité de la Jeunesse communiste, en commençant par le noyau de jeunes militant-e-s du Bassin creillois, et par la diffusion des journaux édités nationalement par la Jeunesse communiste ;
- renforcer et impulser la Commission féminisme, en préparant des initiatives sur les « grandes dates » comme le 25 novembre, Journée contre les violences faites aux femmes et le 8 mars, Journée internationale de lutte pour les droits des femmes ;
- établir un planning annuel des stages de formation avec des stages d'accueil des nouveaux et nouvelles adhérent-e-s dans chaque grand secteur géographique, par les sections concernées (autour de la remise d'un livret d'accueil à finaliser pour la rentrée), avec des stages départementaux en direction des militant-e-s plus engagé-e-s afin de donner des bases théoriques solides, et de permettre la participation à l'Université d'été du PCF de ces mêmes militant-e-s les plus engagé-e-s ou susceptibles d'occuper des responsabilités (l'Université d'été étant par ailleurs ouverte à tou-te-s les adhérent-e-s qui le souhaitent) ; populariser les conférences-débats d'Espace MARX60 en suggérant de les organiser dans divers secteurs géographiques de l'Oise ; encourager les sorties culturelles ;
- faire de la Fête de la Paix, chaque weekend de Pentecôte, à Montataire, un évènement d'envergure départementale, avec la participation de forces et citoyen-ne-s de toute la gauche politique, sociale, citoyenne, et un grand évènement populaire dans le Bassin creillois.

HOMMAGE À JEAN PITKEVICHT

FIGURE DE LA VIE SYNDICALE, politique et associative du Bassin creillois et de l'Oise, notre camarade et ami Jean PITKEVICHT nous a quitté-e-s dans sa 94^e année. Les réactions et hommages ont été nombreux-euses, tant la sincérité et la droiture de l'homme ont marqué celles et ceux qui ont eu la chance de le rencontrer. Élu de Creil pendant presque vingt ans, un temps d'hommage lui a été réservé en ouverture du conseil municipal de cette ville le 26 juin. Puis ce sont l'UD CGT Oise et le PCF Oise qui ont invité à un hommage public le 3 juillet à la Bourse du Travail de Creil, en présence de sa famille. Voici quelques-uns de ces témoignages.

Thierry AURY, secrétaire départemental de la Fédération de l'Oise du Parti communiste français

Nous avons appris avec émotion le décès de notre camarade Jean PITKEVICHT, à l'âge de 94 ans.

Avec Jean, c'est une figure marquante de la vie syndicale, politique et associative du Bassin creillois et de l'Oise durant une soixantaine d'années, qui s'en va.

Né le 10 juin 1929 à Creil, dans une famille ouvrière, Jean PITKEVICHT obtint son CAP de modeleur-mécanicien sur bois en 1947 et travailla par la suite comme modeleur dans diverses entreprises du Bassin creillois (Fayola, Montupet et Usinor).

Adhérent à la CGT dès sa première embauche en 1947, il y prend des responsabilités importantes : membre de la direction de l'Union départementale CGT Oise de 1959 à 1995, il en devint le secrétaire général de janvier 1982 (succédant à Jacqueline LÉONARD élue à la direction nationale de la CGT) à décembre 1988 (où il passa le relais à Jean-Pierre BOSINO).

Jean PITKEVICHT fut aussi un temps le président de la Mutuelle interentreprises de Creil et Environs et de sa polyclinique, fondée à l'origine par les comités d'entreprise de la métallurgie du Bassin creillois et qui permit à des milliers de familles populaires un accès aux soins.

Adhérent au Parti communiste français depuis 1957, Jean PITKEVICHT y milita très activement toute sa vie, diffuseur de *l'Humanité Dimanche*, membre du comité fédéral du PCF Oise de 1961 à 1990, puis membre du bureau de son Amicale des Vétérans.

Creillois toute sa vie, Jean PITKEVICHT y fut aussi élu municipal de 1977 à 1995, maire-adjoint de 1989 à 1995 dans la municipalité d'union de la gauche.

Très attaché à la riche histoire industrielle et ouvrière du Bassin creillois dont il fut un acteur très engagé notamment à travers de

nombreuses luttes, Jean PITKEVICHT contribua à la création de l'Association pour la mémoire ouvrière et industrielle du Bassin creillois (AMOI) avec l'historien Jean-Pierre BESSE et en assuma la présidence plusieurs années à partir de 2014.

Militant également à la FCPE durant la scolarité de ses trois enfants, à France-URSS (il organisa l'accueil d'enfants de la région de Tchernobyl après la catastrophe en 1986), au Mouvement de la Paix, Jean PITKEVICHT fut passionnément engagé toute sa vie, jusqu'à son dernier souffle, pour la justice, le progrès social et la Paix, défendant toujours avec passion, rigueur et détermination ses convictions communistes et humanistes.

(...) À son épouse, notre camarade Claudine qui partagea les mêmes engagements à ses côtés, à ses enfants Erick, Joëlle et Sylvie, à ses petits-enfants, nous adressons toute notre sympathie et notre amitié.

Loïc PEN, syndicaliste CGT, membre du Conseil national du PCF

J'ai le sentiment d'avoir toujours connu Jean, il était déjà dirigeant de notre syndicat quand mon grand-père était secrétaire de l'UD CGT de l'Oise. Il m'a plus tard accueilli à Amiens comme représentant de l'UNEF lors d'une conférence régionale de la CGT, il pouvait être très rude, je l'ai toujours connu tendre. C'est un peu la famille qui s'en va. (...) Je suis triste.

Karim BOUKHACHBA, secrétaire de la section PCF de Creil, membre du CED du PCF Oise

(...) À chaque rencontre au pied de son immeuble, nous échangeons ensemble et récemment encore, il me faisait part avec beaucoup de lucidité de ses analyses sur la situation du pays, mais aussi du monde actuel et sur ses inquiétudes pour l'avenir.

La fidélité à ses engagements, sa croyance en l'homme faisait de lui une belle personne qui inspirait l'écoute et le respect (...).



Jacqueline LÉONARD, ancienne secrétaire confédérale de la CGT

Certain-e-s se rappellent qu'il avait un caractère bien trempé et parfois rude. Moi non, j'y voyais le signe de sa rigueur, l'honnêteté et la droiture de ses idées, sa force de conviction. Je connaissais bien ses qualités humaines, fraternelles, sa grande sensibilité. Loïc PEN a écrit que c'était « un tendre ». C'est vrai et nous l'avons profondément ressenti, mon mari et moi, lors des pires épreuves de notre vie. Jusqu'au bout, nous avons entretenu un lien d'amitié solide et sincère plus fort que la fraternité. Je n'oublierai jamais ce que je lui dois. Je connaissais les multiples activités qu'il a occupées et la valeur de ses engagements au service du social, de la santé, la mémoire et la dignité humaine. Je suis d'ailleurs impressionnée par son bilan, tout comme des nombreux hommages bien mérités qui lui sont rendus. Jean a eu une belle vie, riche et bien remplie. Il est parti fidèle à ses idées, simplement en toute modestie et humilité (...). ■

Hommages et documents :
<http://oise.pcf.fr/125457>

PCF RIBÉCOURT-NOYON

Sortie à la mer

SAMEDI 22 JUILLET, LE CROTOY

Au départ de Noyon, Ribécourt et Thourotte

Inscriptions :

06 78 79 26 42 - 06 60 98 81 06

PCF BRESLES

Concours de pétanque pour le droit aux vacances

DIMANCHE 23 JUILLET, LA NEUVILLE-EN-HEZ - 11H00

Terrain de football

Inscriptions à partir de 10H00

12 € par doublette



Seize doublettes se sont affrontées dans la bonne humeur, sous un soleil de plomb, à Carlepont le 17 juin, lors du concours de pétanque organisée par la section PCF de Ribécourt-Noyon.

Reportage :

<http://oise.pcf.fr/125343>



102 participant-e-s ont pris la direction de Berck-Plage le 8 juillet avec la section PCF du Beauvaisis, un avant-goût de la Journée pour le droit aux vacances du PCF Oise, le 20 août.

Reportage :

<http://oise.pcf.fr/125582>



La brocante de la section PCF de Bresles à La Neuville-en-Hez a accueilli 150 exposant-e-s le 9 juillet et recueilli des dons pour la Journée pour le droit aux vacances, en particulier de la part des gens du voyage présents.

Reportage :

<http://oise.pcf.fr/125583>

LES ÉCONOMIES DE GUERRE CONTRE LES PEUPLES ET LA PLANÈTE

Bruno ODENT, journaliste à l'Humanité, spécialiste des questions internationales et en particulier de l'Allemagne, était



invité le 22 juin par Espace MARX60-Bernard DE LA SALA pour une conférence-débat « Des économies de guerre contre les peuples ». Dès son introduction, l'intervenant a posé la dimension de classe du conflit en Ukraine, qui sera le fil conducteur de son intervention. La course aux armements et les dépenses inhérentes mettent à mal les dépenses sociales et les salaires, ainsi que les celles nécessaires pour agir face au changement climatique. L'intervenant présente la guerre en Ukraine comme un affrontement entre deux impérialismes, ayant chacun en fond la crise du capitalisme. Il donne des chiffres sur la folle course aux armements, aussi bien du côté russe que du côté OTAN pour qui « il n'y a pas d'autres solutions que militaire ». Bruno pointe le tournant pris par l'Allemagne, avec son rôle très important dans la poussée du surarmement en Europe. Pour le journaliste et des participant-e-s au débat, il faut noter ces derniers mois un regain du camp de la paix, porté par la société civile comme lors du sommet pour la paix à Vienne les 10 et 11 juin, par les mouvements sociaux qui font converger leurs luttes et celle pour la paix, ainsi que par les pays du « Sud global » qui, en dépit de leur hétérogénéité, portent des initiatives de paix, eux qui représentent l'immense majorité de la population mondiale et qui payent un lourd tribut à la guerre en Ukraine, avec une mise en péril de la sécurité alimentaire des peuples.

(Re-)Voir la conférence-débat :

<http://oise.pcf.fr/125451>

LA BIBLIOTHÈQUE FAIT LA RÉVOLUTION

Notre camarade Alain BLANCHARD, à l'invitation du collectif des lecteurs et lectrices de la bibliothèque Viviane-CLAUX à la Fédération, a réussi la gageure de présenter le 21 juin dernier en quinze minutes, la Révolution française, « cette révolution bourgeoise qui a reçu l'aide décisive du mouvement populaire, ce dernier contribuant à faire avancer l'histoire », selon l'appréciation de l'historien Albert SOBOL.

(Re-)Voir la présentation :

<http://oise.pcf.fr/125438>

DÉCÈS

Alix SUCHECKI. Décédée le 9 juillet à 85 ans, Alix avait été remarquée en 1975 pour son engagement syndical dans la lutte des « nénettes d'Ottawa », entreprise de Soissons. Éluë à la commission exécutive de l'UD CGT de l'Aisne jusqu'en 1989, elle a aussi été membre du secrétariat du comité régional CGT de Picardie. De 1989 à 1995, elle est la première adjointe de Daniel LEMEUR, maire PCF de Saint-Quentin. Elle animera ensuite l'opposition de gauche dans le conseil municipal. Conseillère régionale PCF de Picardie de 1998 à 2004, dirigeante du PCF de l'Aisne, elle est aussi membre du Comité régional Picardie du PCF. Elle était jusqu'à ses dernières années, membre du conseil d'administration de l'Institut CGT d'Histoire sociale de l'Aisne. À son mari Jean-Pierre et à toute la famille, nous adressons toute notre sympathie fraternelle.

Hommage :

<http://oise.pcf.fr/125593>

Jean RAGON. Maire de Thiverny de 1977 à 2001, Jean nous a quitté-e-s le 8 juin à l'âge de 98 ans. Tourneur sur métaux, il a fait son apprentissage à Montataire chez Marinoni, qu'il quitte en 1943 pour éviter le STO. Revenu à Thiverny en 1947, adhère à la CGT, il sera longtemps trésorier du syndicat chez Marinoni. Présenté depuis 1952 sur les listes du Parti, il adhère en 1977, après son élection à la tête de la commune avec l'Union de la Gauche. Nous présentons toutes nos condoléances à ses proches.

Hommage :

<http://oise.pcf.fr/125592>

Henri BONAN. Ancien premier adjoint socialiste de Walter AMSALLEM, maire PS de Beauvais de 1977 à 2001, ancien président de la communauté de communes du Beauvaisis, le Docteur Henri BONAN est décédé à l'âge de 86 ans. Il avait aussi été conseiller général du canton sud puis du canton nord-est de Beauvais, devenant même le président du conseil général de l'Oise de 1982 à 1985, à la tête d'une majorité PS-PCF (avec cinq élu-e-s PCF), après les lois de décentralisation et après une longue gestion de droite depuis 1949. Toutes nos condoléances à sa famille. ■



Fabien ROUSSEL
Secrétaire national du PCF
Député du Nord

Madame, Monsieur,

J'ai souhaité m'adresser directement à chacune et chacun d'entre vous pour porter un message d'unité et de combativité.

Oui, les temps sont durs pour tout le monde. Et nous savons que ce gouvernement cherche à nous diviser et à briser tout espoir de changement.

Ne laissons plus cette minorité décider. N'acceptons plus le culte de l'argent et la course au profit qui abîment l'être humain et la planète.

Car nous sommes majoritaires à ne plus vouloir cela. Notre nombre, c'est notre force. C'est celle de la France du travail et de la jeunesse qui aspire à vivre dignement. Nous sommes majoritaires, quels que soient notre métier, notre responsabilité dans les services publics comme dans le privé.

Chacune, chacun est essentiel. Nous défendons le droit au travail pour toutes et tous, sécurisé, avec **un vrai salaire, tout au long de la vie, permettant de vivre, d'élever nos enfants, de partir en vacances, de nous projeter dans l'avenir et de pouvoir profiter d'une bonne retraite en bonne santé.** Un travail qui permet de se former, se réorienter, répondre aux besoins du pays et relever de grands défis comme celui du climat. Il y a urgence.

Nous sommes majoritaires à vouloir protéger nos services publics, à refuser les délocalisations de nos usines, à exiger l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, entre les êtres humains quelles que soient leurs différences, à vouloir concilier urgence climatique et urgence sociale.



Ceux qui nous gouvernent le savent. Alors ils veulent nous faire taire. Ils méprisent les organisations syndicales et les millions de travailleuses, de travailleurs qui manifestent depuis 6 mois contre la retraite à 64 ans. Ils négligent ceux qui alertent sur le climat, alors que chaque jour compte. Ils humilient les députés en les privant de leur droit de vote. Ils diminuent les moyens des élus de nos 35 000 villes et villages. Bref, ils abîment la République.

Cela ne peut plus durer. Le temps de la justice doit venir. Avec vous, je veux y contribuer de toutes mes forces, que vous viviez dans les grandes villes, comme dans nos campagnes et dans le plus profond respect de tout ce qui fait la France et la fierté de notre belle nation.

Salaires, pouvoir d'achat, services publics : le temps de la justice doit venir !

C'est pourquoi, je souhaite m'investir auprès de chacune et chacun d'entre vous pour arracher des victoires, partout, et en premier lieu contre l'inflation et pour des hausses de salaires, comme celles obtenues par les femmes de Vertbaudet.

Il est temps d'indexer les salaires sur l'inflation. Ce système existe dans d'autres pays, comme la Belgique. Il a été supprimé

en France. **Avec mes collègues députés, nous avons déposé une proposition de loi à l'Assemblée nationale pour mettre en œuvre cette mesure. Battons-nous tous ensemble pour qu'elle soit votée en signant la pétition** sur https://www.pcf.fr/inflation_salaires

Je veux aussi aller chercher l'argent là où il est, pour le mettre au service de la santé, de l'école et de la tranquillité publique, pour des transports gratuits, pour le logement pour tous, pour notre sécurité énergétique, alimentaire au service d'une véritable transition écologique. Ne laissons plus l'Europe libérale et ce gouvernement imposer des cures d'austérité insupportables.

Nous y arriverons si nous savons écarter la résignation et la division de notre peuple. L'unité et la solidarité entre les travailleuses et les travailleurs, c'est notre plus belle richesse et notre plus grande force.

Alors **unissons-nous, dans les entreprises, dans nos communes, dans nos quartiers pour faire respecter partout la dignité humaine**, pour faire reculer les trafics et la corruption, **pour faire vivre l'égalité, la fraternité et la République dans une France libre de ses choix !**

C'est ce que vous propose le Parti communiste français avec ses dizaines de milliers de militantes, militants, élus dans toute la France : **bâtissons ensemble un nouveau Front populaire qui rassemble la France des villes et des champs, la France du travail et du progrès social, une France souveraine, capable de mettre enfin l'être humain et la planète au cœur de tous ses choix.**

Vous y avez toute votre place. Soyons plus forts ensemble.

Fabien Rouvel

Je souhaite Être informé ou Rejoindre le PCF

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

E-mail : _____ Tél : _____



Un plan de réconciliation nationale par l'égalité républicaine

LIRE L'INTÉGRALITÉ DU DOCUMENT

<http://oise.pcf.fr/125581>



15 mesures prioritaires

- + La création d'une police de proximité dotée de 30 000 fonctionnaires et l'ouverture d'un débat national sur le rôle et les missions de la police.
- + L'abrogation de la loi de 2017 qui élargit la possibilité aux agents de police d'utiliser leur arme et une nouvelle doctrine d'engagement.
- + La refonte de la formation des agents et l'augmentation de la durée de celle-ci.
- + Le recrutement de 25 000 magistrat·e·s et l'augmentation du nombre d'éducateurs et des moyens de la PJJ.
- + Un fonds d'urgence pour les associations œuvrant pour la jeunesse et les publics en difficulté.
- + Investir 10 milliards pour nos communes.
- + Le maintien en « politique de la ville » des quartiers dont le nombre d'habitant·e·s est inférieur à 1 millier.
- + Un fonds de développement des services publics de proximité.
- + La création d'une MaPrimeRenov logement social avec un financement par logement au moins équivalent à MaPrimeRenov Copropriétés.
- + Renforcer la protection et le suivi des jeunes au sein et à l'issue du parcours d'Aide sociale à l'enfance (ASE).
- + La limitation du travail en horaires décalés et des modes de garde pour chaque enfant.
- + Aucune fermeture de classes à la rentrée scolaire.
- + Recrutement en L3 de 10 000 enseignants en urgence.
- + Augmenter le temps scolaire pour que tous les devoirs soient faits à l'école.
- + Zéro jeune au chômage : un emploi ou une formation qualifiante rémunérées pour chaque jeune.

Édito de Fabien Roussel

La mort du jeune Nahel a provoqué une immense émotion et a mis à nouveau en lumière la violence des rapports entre une partie de la police et des jeunes de notre pays.

Et les violences qui ont suivi ont montré que la colère provoquée par cette situation pouvait être détournée au profit d'actes destructeurs à l'encontre de personnes, d'institutions, de biens.

Je le dis avec clarté et fermeté : toutes ces violences sont insupportables et inacceptables. Je considère qu'elles n'ont pas leur place en République. Nos concitoyens ont le droit à la sécurité, à la tranquillité publique.

Elles témoignent de la crise profonde de notre pays, des fractures entre catégories sociales, entre personnes en proie ou non au racisme et aux discriminations, entre modes de vie différents.

Une partie de la France ne comprend plus ce qui se passe dans une autre partie du pays.

La solidarité envers la famille du jeune Nahel et l'exigence d'autres rapports entre une partie de la police et de la jeunesse devraient être fortes et unir le pays. Mais les fractures et la haine déversées par les forces de droite et d'extrême-droite ainsi que les actions violentes et les pillages de commerces par des groupes d'individus, les fermetures de services et les couvre-feux qui impactent lourdement notre vie quotidienne, divisent un peu plus chaque jour la France.

Pourtant, dans les banlieues populaires de nos villes comme dans les communes rurales de notre pays, une même souffrance est là dans la jeunesse, dans le monde du travail, et un même sentiment de relégation, provoqué par des décennies de politiques néolibérales.

Des millions de Françaises et de Français y vivent une situation intenable, frappés par la pauvreté et la précarité, qu'elles résultent de la privation d'emploi ou d'un travail dévalorisé et peu rémunéré, constatant des services publics et des petits commerces disparaître les uns après les autres, des associations n'ayant plus les moyens d'intervenir, une insécurité qui se renforce avec des violences quotidiennes. C'est sur ce terreau commun que les fractures grandissent et que les idéologies les plus dangereuses, xénophobe et islamiste, se développent.

L'heure est venue d'arrêter cette spirale infernale et non de mettre de l'huile sur le feu. La déclaration récente aux accents séditions de deux syndicats de policiers, qui sème les germes de la guerre civile, doit déboucher sur des sanctions. Et ce n'est pas l'État d'urgence qui règlera la situation mais bien des politiques publiques audacieuses pour les privé-es d'emplois et les salarié-es, les jeunes, des politiques qui unissent nos concitoyennes et concitoyens.

J'appelle à un Grenelle pour l'égalité des territoires et contre toutes les discriminations, rassemblant tous les acteurs et actrices des communes et quartiers concernés, pour qu'enfin une politique à la hauteur des enjeux soit décidée et mise en œuvre avec eux.

Dans cet objectif **je verse aujourd'hui au débat un plan de réconciliation nationale par l'égalité républicaine.** Comme citoyen, comme élu de la République, c'est l'ambition que je porte pour la France.



Secrétaire national du PCF et député du Nord

Europe - Un chemin de batailles concrètes et immédiates

Le Conseil national du Parti communiste français a adopté le week-end des 1^{er} et 2 juillet 2023 le texte d'orientation sur l'Europe ; il a désigné Léon Deffontaines comme chef de file et il a fixé un calendrier de travail pour la campagne.

Le texte d'orientation s'intitule « **Une France pour une Europe de peuples libres, souverains et associés répondant aux urgences sociales, démocratiques, climatiques et de paix** ».¹

Le préambule résume la démarche :

« Nous voulons une Europe au service de la démocratie, de la paix, du progrès social et du climat, libérée du poids de la finance et des logiques capitalistes.

Force est de constater que l'Union européenne libérale n'a apporté ni la paix, ni la prospérité promises. Elle n'est pas en mesure de relever le défi climatique, ni d'émancipation sociale et humaine, de partage et de coopération, tandis que la pauvreté grandit en son sein, faute de dégager des moyens financiers suffisants et de s'émanciper de la logique de rentabilité. Cela illustre l'échec de la construction libérale de l'UE dont les principes fondamentaux sont énoncés dans les traités européens, auxquels le PCF s'est toujours opposé, du traité de Rome à l'Acte unique, du Traité de Maastricht au Traité constitutionnel européen de 2005, ainsi qu'au Traité de Lisbonne.

Nous voulons pour cela une France, aux côtés des autres peuples européens libres, souverains et associés, dans une Europe respectueuse des choix de chaque peuple dont la finalité soit de répondre aux besoins sociaux, aux besoins écologiques et aux besoins de paix, qui sont des défis communs à l'ensemble des peuples et des nations d'Europe. Par les interdépendances en Europe, les exigences populaires sont fortes, tant sur les salaires, le pouvoir d'achat et l'emploi, sur les prix du logement, de l'alimentation, sur la crise écologique, sur les conséquences de la guerre. Le besoin de sécurités nouvelles et d'avancées sociales et de politiques qui protègent s'exprime largement.

L'Union européenne, dans sa nature et sa construction actuelles, ne peut pas répondre à ces exigences, dans la mesure du mal fait par les politiques néolibérales à

l'emploi, aux services publics, à l'industrie, au pouvoir d'achat, à la protection sociale, à la culture, et parce qu'elle appuie la concurrence antisociale, les délocalisations, la précarité. L'UE actuelle a une responsabilité importante dans les pertes de souveraineté industrielle, énergétique, alimentaire et dans la désindustrialisation. Ces politiques suscitent parmi les peuples, qui ne sont pas entendus, du désespoir, de la colère, une tentation de repli sur soi, ainsi qu'un sentiment de relégation. Cette colère ne doit pas être stérilisée, ni déviée. Elle peut se transformer en force pour une nouvelle construction européenne.

Il est donc urgent de mettre en chantier une nouvelle construction européenne s'appuyant sur la souveraineté démocratique et le libre choix des peuples et des nations. C'est le moyen pour mettre en œuvre les coopérations nécessaires et nouvelles et pour répondre aux défis communs des peuples européens. Cela implique de mener des batailles politiques et sociales concrètes et immédiates, en France et en Europe. La France et le peuple français ont les moyens d'en être à l'initiative en proposant des fronts d'entente aux autres États européens.

Le PCF porte une orientation politique : une France agissant pour une "union des peuples et des nations libres et solidaires, reposant sur la mise en commun des forces et potentiels des différents pays qui la composent, au service d'un modèle de progrès social et écologique, partagé, solidaire, d'émancipation démocratique, de coopération, de paix et de co-développement." Il la met en débat pour un large rassemblement, répondant aux exigences populaires et portant l'ambition de faire évoluer les rapports de force, afin d'obtenir des victoires immédiates ouvrant la voie vers une autre construction européenne au service des intérêts des peuples, de la transformation sociale et écologique et de la paix ; un projet européen qui favorise la coopération au lieu de la concurrence, qui appuie le social et l'écologie au lieu de la finance et le capital, qui développe la démocratie en son sein au lieu d'une course au fédéralisme et à l'autoritarisme.

¹ disponible sur <http://oise.pcf.fr/125585>



Cela nécessite la construction d'une majorité sociale et politique en France comme en Europe, et de conquérir des pouvoirs nouveaux sur l'utilisation de l'argent, l'euro, tout particulièrement sur la BCE, au service de l'emploi, de la formation, des services publics, du climat et des coopérations. Nous voulons établir de nouvelles règles de coopération en Europe et avec les autres pays du monde.

L'originalité communiste se situe à l'opposé des souverainismes de droite et d'extrême droite, car la souveraineté démocratique des peuples et des nations est le levier pour construire les nécessaires coopérations et modalités d'association dans le cadre d'une union des peuples et des nations libres, souveraines et associées. Elle pose également la question centrale des moyens et des pouvoirs nécessaires, de la conquête de nouveaux pouvoirs, et ne se contente pas de rappeler les exigences sociales-écologiques. L'originalité communiste, c'est de porter un projet aux antipodes du fédéralisme et un chemin pour y parvenir, au lieu de prétendre "renverser la table" pour finalement ne pas faire grand-chose.

Le peuple français et les autres peuples européens ont besoin de députés européens qui portent leurs voix et leurs exigences. C'est dans ce sens que le PCF se fixe pour objectif de faire intervenir les citoyen·nes dans cette campagne et de retrouver une représentation au Parlement européen. La campagne des élections européennes doit être en ce sens un grand moment de clarification des enjeux, de mobilisation, d'explications politiques et de révélations pour faire monter l'intervention populaire sur ces grands enjeux jusque pendant la campagne. »

Le texte analyse ensuite **« la crise et les contradictions nouvelles de l'Union européenne »**. Il montre que **« les enjeux européens sont concrets »** ; il pointe un objectif, **« la récupération démocratique : la souveraineté démocratique des peuples, clé pour une nouvelle construction européenne »**, soit la souveraineté au plan politique, monétaire, industriel, agricole et alimentaire, commercial, énergétique, diplomatique et de défense. Il propose de **« construire des batailles sociales et politiques communes »** : pour la paix et la sécurité commune en Europe, et rompre avec l'engrenage des blocs en remettant en cause l'alignement sur l'Otan ; pour les services publics ; pour une nouvelle industrialisation ; l'exigence écologique : un nouveau pacte pour le climat et l'urgence sociale ; plus une personne sous le seuil de pauvreté en Europe en 2030 ; la clause de l'Européen et de l'Européenne la plus favorisée ; la révolution numérique et le partage des savoirs ; une ambition nouvelle sur la santé ; l'espace méditerranéen ; l'action pour un nouvel ordre du monde multilatéral. Ces exigences, poursuit le texte, impliquent de mettre **« les moyens démocratiques : politiques et financiers »**, ainsi que la lutte contre l'évasion fiscale.

Le document se conclut sur les objectifs politiques du PCF :

« Le PCF souhaite rassembler largement sur ces bases politiques : ni sortie de l'UE, ni "désobéissance" sans perspective de faire évoluer les rapports de force en Europe, ni Europe fédérale, qui mènent à tous les échecs ; mais la construction d'un chemin de batailles concrètes et immédiates pour une Europe de peuples souverains et librement associés. Il s'adresse aux forces politiques, sociales, associatives, culturelles, ainsi qu'aux personnalités qui veulent y contribuer.

Le PCF porte l'ambition de défendre auprès des Français·es une France souveraine au service d'une Europe des peuples, afin d'agir demain au service de l'intérêt du peuple français et des peuples d'Europe. Il se fixe comme objectif de regagner des député·es européen·nes pour porter cette voix singulière et travailler au développement des luttes en Europe, en lien avec les organisations politiques qui partagent ses objectifs de transformation sociale et démocratique, les organisations syndicales, les mouvements féministes et les organisations de la société civile. Nos député·es européen·nes n'agiront pas seuls. Ils seront en lien constant avec les syndicats et les exigences qu'ils portent. Ils siègeront dans le groupe parlementaire "The Left" avec l'ensemble des député·es européen·nes qui portent une ambition commune et seront prêts plus largement à travailler aux alliances nécessaires à gauche pour la réalisation des politiques au bénéfice du plus grand nombre, et lutter contre la perspective d'une majorité droite-extrême droite au Parlement européen.

Ces élections européennes, à la proportionnelle, sont l'occasion d'un débat démocratique sur les questions européennes et internationales qui est nécessaire puisqu'elles font l'objet d'approches différentes à gauche. Elles peuvent apporter davantage de député·es européen·nes français·es de gauche. Les député·es européen·nes de liste de rassemblement présentée par le PCF seront des député·es supplémentaires qui bénéficieront à l'ensemble de la gauche. Plus le PCF et la liste de rassemblement qu'il présente aura d'influence, plus cela nous donnera de forces pour agir en faveur des intérêts du monde du travail.

Le PCF porte l'ambition de retrouver sur ces bases sa représentation au Parlement européen, aux côtés des autres forces politiques du groupe "The Left" et du Parti de la gauche européenne. Soucieux de contribuer d'une manière décisive aux nécessaires convergences à gauche au niveau européen, il demeure attaché aux principes fondateurs du groupe GUE-NGL, aujourd'hui "The Left", à la création et au fonctionnement duquel il a fortement contribué. Le maintien des règles de fonctionnement du groupe, de sa nature confédérale et de la souveraineté des délégations sont la condition pour élaborer les convergences nécessaires avec les autres forces qui composent le groupe. »

29^e journée pour le droit aux vacances !

organisée par la **FÉDÉRATION DE L'OISE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS**

☎ 03 44 55 27 96 📱 @pcfoise60 🌐 <http://oise.pcf.fr> 📧 pcf.oise@orange.fr



Une journée à la mer

Dimanche
20 août 2023

DIEPPE

Première station balnéaire française, port de pêche (coquille Saint-Jacques), départ vers l'Angleterre,



DIEPPE cultive le charme et la douceur de vivre entre ses 4 ports, ses vieilles rues, ses quais et les 8 hectares de son front de mer avec son immense pelouse et ses compétitions de cerfs-volants... et un maire et un député communistes. **DIEPPE** c'est aussi « l'Estran-Cité de la mer », le château-musée, la piscine à eau de mer et les nombreuses animations d'été !

POUR VOUS INSCRIRE



OISE

VOIR LES CONTACTS ET PERMANENCES AU VERSO

et sur **LE SITE INTERNET DU PCF OISE**

<http://oise.pcf.fr/125139>

Moins de 3 ans
gratuit

De 3 à 12 ans
6 €

Adulte (plus de 12 ans)
13 €



RÉSERVATION OBLIGATOIRE

750 PARTICIPANTS EN 2022

• Pour des raisons de sécurité, **tout voyageur, quel que soit son âge, doit bénéficier d'une place assise**. En conséquence, seuls les voyageurs munis d'un billet seront admis dans le car.

• **Tout mineur doit être accompagné par un adulte.**

- Chaque participant organise librement et sous sa responsabilité sa journée.
- **Seules les places réservées et payées avant le 12 août 2023 sont garanties.**
- Par précaution Covid-19, nous vous encourageons à **vous munir d'un masque.**



J'aide à la participation d'un enfant, d'une famille :

JE VERSE €

ouvrant droit à une déduction fiscale sur l'impôt sur le revenu de 66 % du montant versé.

Soutenez cette journée solidaire !

• **par chèque** à l'ordre de « **ADF** » à renvoyer à :
PCF Oise - 8 rue de Beauvoisis 60100 CREIL

• **en ligne** en scannant ce code QR :



Inscriptions **Une journée à la mer**

BEUVAIS

Permanences les lundis de 16 h à 19 h
Local PCF • 34 rue du Fg Saint-Jacques • Beauvais
Arrêt de bus Île-de-France. Lignes C1 et C2

Facebook : Thierry AURY

BÉTHISY-SAINT-PIERRE

Thierry JULLIEN • **06 21 34 48 61**
Béatrice GORET • **03 44 87 63 85 - 06 18 86 11 47**

BRESLES

Permanences les jeudis de 10 h à 12 h
Centre Eugène-Seignier - La Rotonde • Bresles
Jean-Michel CUVILLIER • **06 85 15 37 80**

BREUIL-LE-SEC - CLERMONT

Martine PLEUCHOT • **06 71 81 45 78**
Michèle BONDOUX • **03 44 50 32 14**

CREIL

Permanences de 10 h à 12 h
• Les mercredis jusqu'au 9 août inclus
• Les samedis 5 et 12 août
Siège du PCF Oise • 8 rue de Beauvoisis • Creil
Yvette CESBRON • **07 80 43 16 01**

CRÉPY-EN-VALOIS

Béatrice GORET • **03 44 87 63 85 - 06 18 86 11 47**
Hélène MASURE • **06 73 51 60 04**

MONCHY-SAINT-ÉLOI

PCF Oise • **03 44 55 27 96**

MONTATAIRE

Permanences les dimanches de 10 h à 12 h
Sur le marché • Montataire
Valérie LEVERT • **06 03 27 93 40**
Jean-Luc RIVIÈRE • **06 10 89 91 97**

MOUY

Permanences de 18 h à 20 h
• Les mardis jusqu'au 8 août inclus
• Les vendredis jusqu'au 11 août inclus
• Le mercredi 16 août
Salle des Associations - Bât. MODIGLIANI • Cité du 19 mars 1962 • Mouy
Geneviève JOZEFOWICZ • **03 44 21 37 71 - 06 37 80 92 58**
Marc BARRIER • **06 51 97 39 24**

NOGENT-SUR-OISE

Voir **CREIL**

NANTEUIL-LE-HAUDOUIN LE PLESSIS-BELLEVILLE

Béatrice GORET • **03 44 87 63 85 - 06 18 86 11 47**
Hélène MASURE • **06 73 51 60 04**

PONT-SAINTE-MAXENCE

PCF Oise • **03 44 55 27 96**

SAINT-JUST-EN-CHAUSSÉE

PCF Oise • **03 44 55 27 96**

SAINT-MAXIMIN

Marie FOULET • **06 61 57 67 23**

THOUROTTE - RIBÉCOURT - NOYON

Pas de participation cette année

VILLERS-SAINT-PAUL

Véronique NOEL • **06 81 09 57 27**
Alain BOUTROUÉ • **06 07 50 90 67**

<http://oise.pcf.fr/125139>

Une journée à la mer

29^e journée pour le droit aux vacances !

organisée par la **FÉDÉRATION DE L'OISE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS**
8 rue de Beauvoisis - 60100 Creil • 03 44 55 27 96 • pcf.oise@orange.fr

Dimanche
20 août 2023

Nous avons absolument besoin de votre soutien pour financer les cars (face à la forte hausse des coûts) et **aider ainsi concrètement, au départ d'un enfant, d'une famille pour une superbe journée à la mer.**

Ces moments de bonheur partagé n'ont pas de prix et laissent des souvenirs inoubliables, au goût de « Jours heureux », pour celles et ceux qui sont privé·e·s de vacances.

PAR AVANCE, MERCI
POUR VOS DONNS,
QUEL QU'EN SOIT LE MONTANT

- en chèque à l'ordre d'« ADF PCF OISE » en écrivant au dos « Don pour la Journée à la mer »
- ou par un versement en ligne, sur <https://www.payasso.fr/pcf-oise/dons>



Ces dons ouvrent droit à une déduction fiscale d'un montant égal à 66 % de la somme versée : 100 euros versés c'est 66 euros remboursés par le Trésor Public.